

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

Septembre 2024

Durant les neuf premiers mois de 2024, la croissance du PIB connaît une légère amélioration, due au bon comportement du secteur agricole alors qu'en dehors de l'agriculture la croissance continue à se situer à un niveau faible. L'inflation, malgré une certaine détente, se situe encore à un niveau élevé et le taux de chômage augmente.

La situation de la balance des paiements continue à s'améliorer sous l'effet de l'amélioration de la situation de la balance commerciale et de l'augmentation des recettes touristiques, mais aux prix du ralentissement de la croissance et de la baisse de l'investissement qui reflète notamment la baisse des indicateurs relatifs au climat des affaires et à la compétitivité de l'économie tunisienne.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une détente relative puisque l'équilibre du Budget s'est traduit par un excédent, alors que les besoins de financement ont été couverts par un recours massif aux crédits intérieurs reflétant les difficultés de mobilisation des crédits extérieurs.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

### 1. La production : un rythme lent de la croissance sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale et de facteurs endogènes malgré le bon comportement du secteur agricole .

Les estimations issues des comptes nationaux trimestriels montrent que le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume, corrigé des variations saisonnières, a enregistré une croissance au taux de 1.8 % sur un an au cours du troisième trimestre de l'année 2024. En rythme annuel, la croissance marque ainsi une nette amélioration comparativement à celui estimé au cours du deuxième trimestre de l'année 2024 (1.0 %).

En glissement trimestriel, c'est-à-dire par rapport au deuxième trimestre de l'année en cours, le PIB en volume aura progressé de 0.8 %, contre une augmentation au taux de 0.2% au trimestre précédent.

Sur cette base, l'économie tunisienne a enregistré une croissance de 1.0% au cours des neuf premiers mois de l'année en cours.

Croissance du PIB en %	2023				2024		
	I	II	III	IV	I	II	III
Glissement annuel	0.9	0.3	-0.4	-0.6	0.3	1.0	1.8
Variation trimestrielle	-0.2	-0.6	0.0	0.2	0.6	0.2	0.8

Cette croissance a bénéficié du bon comportement de l'agriculture (10.6%) et de la poursuite de la dynamique observée dans certaines activités des services (1.4%) notamment au niveau de l'hébergement (+6.1%). Hors agriculture, la croissance du PIB en glissement annuel est de 1%.

En revanche, l'industrie accuse une baisse de la valeur ajoutée de 1.5% par rapport au troisième trimestre de 2023.

<b>Croissance en glissement annuel (en</b>	<b>septembre 2024</b>
Agriculture	10.6
Industrie	-1.5
Dont	
IME	2.8
Textile, habillement et cuir	2.8
Extraction de pétrole et de gaz	- 19.8
Construction	-1.2
Services	1.4
Dont	
Hôtel, cafés et restaurants	6.1
Transport	1.3
Total PIB	1.8

L'évolution lente du rythme de croissance dans des secteurs clés est préoccupante. Elle s'explique en partie par le ralentissement de la croissance dans la zone Euro et partant de la demande adressée à la Tunisie. Dans la zone euro, la croissance s'essoufflera et atteindra à peine 1 % en 2024 et 1,7 % en 2025.

Elle s'explique également par des facteurs structurels, le recul de l'investissement et la faiblesse de la compétitivité de l'économie tunisienne.

## 2. Le marché de l'emploi : Augmentation du taux de chômage

Au troisième trimestre de l'année 2024, le taux de chômage s'élève à 16,0 % contre 15,8,0 % une année auparavant). Par sexe, le taux de chômage diminue à 13,3% pour les hommes (13,4 % au troisième trimestre 2023). Alors que pour les femmes le taux de chômage augmente à 22,1 % au troisième trimestre 2024 (21.7 % une année au paravent).

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté au cours du troisième trimestre de l'année 2024, pour atteindre 40,5 % contre 39.1 % au troisième trimestre de 1923. Ce taux se décompose en 39,0 % pour les hommes et 43,3 % pour les femmes.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur augmente pour atteindre 25,0% au troisième trimestre de l'année 2024 (contre 24.6 % au deuxième en 2023) Ce taux est de 17,0 % chez les hommes et de 31,6 % chez les femmes.

## 3. L'investissement continue de baisser malgré la relance des IDE

Au cours des neuf premiers mois de 2024, la baisse de l'investissement se poursuit. Ceci est corroboré par la baisse en volume des importations de biens d'équipement, la baisse des dépenses budgétaires allouées à l'investissement (0.4 % au cours du premier semestre par rapport à la même période de 2023) et l'évolution modérée des concours à l'économie (3.4% au mois de mai 2024 contre 5.5 % en mai 2023). Le ralentissement a surtout marqué le secteur industriel (1.9 % en mai 2024).

Toutefois quelques signaux d'amélioration sont enregistrés au niveau de certains indicateurs relatifs à l'investissement résultant notamment de la dynamique observée au niveau des investissements des étrangers.

Les investissements déclarés ont progressé, Selon la dernière lettre de conjoncture de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII) du premier semestre, de 5,7% atteignant un montant total d'investissement de 911 MDT.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont connu de leur côté une progression soutenue de 21,5 % au cours des neuf premiers mois de 2024, atteignant 2092,3 MD contre 1726,6 MD en 2023.

Cette dynamique est soutenue par des projets stratégiques dans les énergies renouvelables avec la signature de contrats pour la construction de stations de production d'électricité à partir de sources renouvelables et la transition numérique

#### **4. L'inflation : Poursuite de la détente graduelle de l'inflation mais elle continue à être élevée**

Selon les statistiques de l'INS, l'inflation ralentit en septembre 2024 à 7.2% sur an, contre 9.7 durant la même période de 2023.

L'inflation demeure toutefois élevée notamment pour les produits alimentaires qui augmentent en glissement annuel, de 9,2% sur un an. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des prix des viandes ovines de 22,8%, des huiles alimentaires de 15,1%, des poissons frais de 13,2%, des légumes frais de 13%, des viandes bovines de 12,4% et des volailles de 12,2%.

Les prix des produits manufacturés augmentent sur un an de 6,1% en raison de la hausse des prix des produits de l'habillement et chaussures de 9,7% et des produits d'entretien courant du foyer de 8,3%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 5,3% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services du groupe restaurant, cafés et hôtels de 8,8%.

En septembre 2024, les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 7,7% sur un an, tandis que les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 3,1%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 10,2% contre 2,6% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Le groupe « Non alimentaire libre » et le groupe « Alimentaire libre » sont les groupes ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation soit respectivement 3,5% et 2,5%. Par ailleurs, le groupe « Produits alimentaires encadrés » a apporté la plus faible contribution avec 0,1%.

Malgré la décélération lente de l'inflation, le taux d'inflation demeure élevé. Ceci est attribué à plusieurs facteurs, dont notamment les pressions de la demande et la faiblesse des capacités de production, particulièrement dans le secteur agricole.

Cependant à moyen terme les pressions inflationnistes risquent de persister en raison du renforcement récent des prix internationaux. De plus, les contraintes financières croissantes sur le budget de l'État pourraient nécessiter des ajustements à la hausse de certains prix administrés.

#### **5. Les échanges commerciaux : l'amélioration de la situation de la balance commerciale se poursuit**

Les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur durant les neuf premiers mois de l'année 2024 font ressortir une augmentation des exportations aux prix courants de 2,1% contre

7,5% durant la même période en 2023 et une hausse des importations de 0,8% contre une baisse de 3,7% durant la même période en 2023.

À la suite de cette évolution, le déficit commercial a pratiquement stagné pour s'établir à -13 496,9 MD contre -13 976,1 MD durant les neuf premiers mois de l'année 2023. Le taux de couverture a gagné 1 point par rapport à la même période de l'année 2023 pour s'établir à 77,5%.

Il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -5074,8 MD, tandis que le déficit de la balance énergétique s'établit à -8422,1 MD, contre -7607,1 MD) durant les neuf premiers mois de l'année 2023.

(En MD)	9 mois 2022	9 mois 2023	9 mois 2024	2023/22	2024/23
Exportations	42 269.4	45 459.4	46 404.2	7.5 %	2.1 %
Importations	61 698.7	59 435.5	59 901.5	-03.7 %	+0.9 %
Déficit commercial	19 429.4	13 976.1	13 496.9		
Taux de couverture	68.5 %	76.5 %	77.5 %		

L'augmentation des exportations observée durant les neuf premiers mois de l'année 2024 concerne essentiellement les exportations du secteur des industries agro-alimentaires (+28,9%), les exportations du secteur de l'énergie (+26,4%) ainsi que les exportations du secteur des industries mécaniques et électriques (+0,9%). En revanche les exportations du secteur des mines, phosphates et dérivés ont baissé (-24,4%) ainsi que celles du textiles, habillement et cuir (-6,3%).

La hausse des importations (+0,8%) provient de l'augmentation enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (+14,5%), des biens d'équipement (+4,1%) et des biens de consommation. Les importations des matières premières et demi-produits ont enregistré quant à elles une baisse (-5,8%).

Par région, le déficit de la balance commerciale provient principalement du déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (- 6424 MD), la Russie (-4324,6 MD), l'Algérie (-3017,2 MD), la Turquie (-1977,6 MD), la Grèce (-1018,3 MD) et l'Ukraine (-1055 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (3902,2 MD), l'Italie (1557,7 MD), l'Allemagne (1681,2 MD), la Libye (1551,6 MD) et le Maroc (166 MD).

## 6. La situation de la balance des paiements s'améliore

Selon les données de BCT, Le déficit courant s'est réduit à 2,122 MD (l'équivalent de -1,3% du PIB), à fin septembre 2024, contre 3,384 MD an auparavant (-2,2% du PIB).

Cette amélioration a été favorisée par la quasi-stagnation du déficit commercial et la bonne tenue de la balance des services et des revenus.

En ce qui concerne la balance des services, les recettes touristiques ont augmenté pour atteindre 5,597 MD contre 5,231MD à fin septembre 2023, dépassant leur niveau d'avant-la-pandémie (5.185 MD en 2019).

Les revenus de travail ont continué d'augmenter totalisant 5 milliards de dinars contre 5,821MD à fin septembre 2023.

En revanche, le service de la dette extérieure a augmenté de manière significative, de 40,8%, passant de sa valeur de 7,7 milliards de dinars à fin septembre 2023 à 10,9 milliards de dinars actuellement.

De la sorte les réserves nettes en devises ont diminué à environ 25,3 milliards de dinars (équivalent à 114 jours d'importations), à compter de jeudi 3 octobre 2024, contre 26,5 milliards de dinars (118 jours d'importations) un an plus tôt

## 7. Le budget de l'Etat : Persistance des difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures.

Les données sur l'exécution du budget de l'État sont disponibles pour les six premiers mois de 2024. Ces résultats ont été analysés dans le bulletin de conjoncture TII 2024 du FIKD. Elle font ressortir une augmentation des ressources budgétaires de 13% alors que les dépenses de l'État ont augmenté de 8,2 %. Cette hausse est principalement due à une augmentation des charges de financement (+36,1 %), des dépenses de rémunération (+3,6 %) et des dépenses d'interventions (+8,1 %).

Sur cette base les résultats montrent un excédent budgétaire de 488,7 millions de dinars (MD), en augmentation par rapport à l'excédent de 26,3 MD enregistré à la même période en 2023.

Pour ce qui est du financement du Budget, les résultats provisoires font ressortir un faible niveau de l'emprunt extérieur qui n'a pas dépassé 1097 MD au cours des 6 premiers mois de 2024.

Pae contre l'emprunt intérieur a fortement augmenté pour s'élever à plus de 11 167 millions de dinars au cours des six premiers mois de 2024 contre 3 083 MD durant la même période de 2023.

Le recours massif à l'emprunt intérieur risque néanmoins de se faire au détriment des autres secteurs et notamment du secteur privé (effet d'éviction).

## 8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, durant les neuf premiers mois, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement ainsi que par l'application du schéma de financement retenu par la Loi des Finances (crédits de la BCT).

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 10.2% sur un an. Cette hausse s'explique, entre autres, par l'augmentation du service de la dette intérieure résultant de la multiplication des opérations de refinancement et de l'augmentation des besoins en devises, surtout avec un service de dette extérieure élevée par rapport à la moyenne historique.

Le refinancement de la BCT enregistre une baisse de l'ordre de 14 %.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de 5.6 % de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 26.4 Milliards de dinars avec une augmentation de 24.0 % de l'encours des bons de trésor à court terme et une baisse de 3.9% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
03/10/23	20 090	14 354	25 034	26 535	3.3535	3.1760
03/10/24	22 149	12 854	26 430	25 337	3.3703	3.0492
Evolution en %	10.2	-14.0	5.6	-4.5	0.5	-0.4

## Conclusion

Durant les neuf premiers mois de 2024, la croissance continue à se situer à un niveau faible en raison de facteurs conjoncturels, internes et externes, mais aussi en raison de facteurs structurels dont notamment le faible niveau de l'investissement, la faible compétitivité des entreprises et les difficultés et contraintes rencontrées par les entreprises.

L'augmentation enregistrée des déclarations d'investissement et l'augmentation sensible des IDE constituent des signaux d'amélioration qui augurent d'une relance de l'investissement dans le futur. Ceci nécessite le rétablissement de la confiance et la mise en œuvre des réformes structurelles appropriées pour améliorer l'environnement des affaires en vue de stimuler l'initiative et renforcer l'attractivité du pays.

**Mots clés : conjoncture économique Tunisie, Bulletin de conjoncture septembre 2024**